

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Plateforme St Sulpice - Colas La Brionne sur la commune principale de l'AIOT Lieu-dit Les Charmilles 23000 ST SULPICE LE GUERETOIS.

La référence de votre dossier est A-4-C9915SRHV et concerne une demande de type "une déclaration initiale"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 11/03/2024 à 11h32 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration initiale**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

Conditions d'engagement du déclarant

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.
- Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>
- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Déclarant**

Personne morale

N° SIRET **32933888303413**

Raison sociale **COLAS FRANCE**

Forme juridique **SAS, société par actions simplifiée**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

1 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA

CS 81755

75015 PARIS 15

Signataire

Nom : **URSAT**

Prénom : **Boris**

Qualité : **Directeur Général Territoire Ouest**

Adresse électronique : **matthieu.lemonnier@colas.com**

Téléphone fixe : **+(33) 240136097**

Référent

Nom : **LEMONNIER**

Prénom : **Matthieu**

Fonction : **Directeur Adjoint Environnement et ACT**

Adresse électronique : matthieu.lemonnier@colas.com

Téléphone fixe : +(33) 240136097

[Adresse électronique d'échange avec l'administration](#)

Adresse électronique : matthieu.lemonnier@colas.com

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **Plateforme St Sulpice - Colas La Brionne**

Description des activités :

PLATEFORME SAINT SULPICE LE GUERETOIS - Colas La Brionne. Exploitation temporaire d'une plateforme de concassage de matériaux/déchets inertes pour les besoins du chantier RN145. Plateforme déjà aménagée. Pas de constructions nécessaires. La surface de transit des matériaux est inférieure à 5000 m². Gestion des eaux pluviales assurée par un ensemble de fossés et un bassin. Terrains clos par un ensemble de clôtures, merlons et portail.

[Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :](#)

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Une installation classée relevant du régime de déclaration : **NON**

Déclaration distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale : **NON**

4 - Localisation

[Localisation de l'installation](#)

Lieu-dit Les Charmilles

23000 ST SULPICE LE GUERETOIS

X : 609144

Y : 6565754

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'

eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Permis de construire

La mise en oeuvre de l'installation nécessite-t-elle un permis de construire ? **NON**

Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions
2515	2515-2-b	Broyage, concassage, criblage ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance maximale 350 kW	D	

6 - Mode d'exploitation

Modes et conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires, effluents et des émanations de toute nature

Est-il prévu un prélèvement d'eau pour l'exploitation de l'installation classée ? **NON**

Est-il prévu des rejets d'eaux résiduaires issues de l'exploitation de l'installation ? **NON**

Est-il prévu un épandage ? **NON**

Est-il prévu des rejets à l'atmosphère ? **OUI**

Origine et la nature des rejets :

Envois potentiels de poussières lors des opérations de concassage criblage. Remobilisation des particules au sol par le passage des engins et camions. Gaz d'échappement des moteurs thermiques des engins et équipements.

Est-il prévu des dispositifs de captation ou de traitements sur site ? **OUI**

Traitement :

Au besoin, brumisation par temps sec et vent fort des stocks de matériaux et lors des opérations de concassage.

Autres sources :

Engins et équipements d'exploitation conformes aux normes en vigueur en matière d'émissions et régulièrement entretenus. Absence de stockage de produits pulvérulents.

Elimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination :

L'exploitation sera à l'origine de faibles quantités de déchets secondaires : DIB et ferrailles issus du tri. Ces déchets seront collectés puis acheminés vers des filières autorisées (en priorisant la valorisation).

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? **NON**

Disposition en cas de sinistre

Précisez : **Mise en place de 2 bâches incendie de 60 m3 chacune**

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant :

Présence d'extincteurs dans les engins (défense appropriée aux risques). Moyen d'alerte des services d'incendie et de secours : appel du 112.

Natura 2000

L'installation est-elle soumise à évaluation des incidences Natura 2000 ? **NON**

Prescriptions applicables

Je confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

Clause filet

Cette déclaration initiale DICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ?

Oui

L'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (R. 512-48 alinea 2 du code de l'environnement)

7 - Pièces justificatives

Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 m :

20240308_PF_ST_SULPICE_Cadastre.pdf

Un plan d'ensemble à jour à une échelle minimale de 1/200 :

20240308_PF_ST_SULPICE_ICPE.pdf